

Nicolas Sarkozy sur France 2 : des paroles et des approximations

Le Monde.fr | 05.02.2016 à 16h07 • Mis à jour le 05.02.2016 à 16h16 | Par [Samuel Laurent](#) et [Alexandre Pouchard](#)



Le président des Républicains était l'invité de « Des paroles et des actes », jeudi 4 février, sur France 2. KENZO TRIBOUILLARD / AFP

Le président du parti Les Républicains, Nicolas Sarkozy, [était l'invité de l'émission « Des paroles et des actes »](#), jeudi 4 février sur France 2. Il a notamment répété qu'il [était favorable à l'inscription de la déchéance de nationalité dans la Constitution](#) et confirmé qu'il n'abrogerait pas la loi sur le mariage homosexuel, contrairement [à ce qu'il avait annoncé devant des militaires opposés aux unions entre gay](#) en novembre 2014.

1. « *Systematiquement, la France a eu une croissance supérieure à la moyenne de la zone euro.* »

C'est faux

Malgré la crise, Nicolas Sarkozy a vanté son bilan économique... en enjolivant la situation. Depuis 2004, la France a eu une croissance inférieure à la moyenne de la zone euro à cinq reprises, dont trois pendant son quinquennat (2007, 2008 et 2010).

La France a eu plusieurs fois une croissance inférieure à celle de la zone euro

2. « En 2005, [pendant les émeutes], on a eu jusqu'à 5 000 véhicules brûlés chaque nuit. »

C'est faux

Les émeutes dans les banlieues françaises en novembre 2005, déclenchées par la mort de deux adolescents poursuivis par la police à Clichy-sous-Bois, puis par une grenade lacrymogène lancée devant une mosquée dans cette même ville, avaient notamment engendré de nombreux incendies de véhicules. Nicolas Sarkozy noircit toutefois le tableau puisque c'est plutôt environ 9 000 véhicules qui ont brûlé en trois semaines d'émeutes, soit environ 450 par jour en moyenne. Il ne s'agit que d'une moyenne : le pic de violences a été atteint dans la nuit du 5 au 6 novembre 2005 avec environ 1 500 voitures brûlées.

Lire le récit : [En 2005, trois semaines d'émeutes qui ont ébranlé la France](#)

3. « Dix millions de Syriens sont en marche vers l'Europe. »

Pourquoi c'est très exagéré

Nicolas Sarkozy aime les chiffres ronds qui impressionnent. Ici, il fait plus que doubler les estimations sur le nombre de réfugiés syriens, qui sont environ quatre millions [selon le Haut-Commissariat aux réfugiés](#), principalement au Liban, en Turquie et en Jordanie... Le chiffre de 10 millions correspondrait à la moitié de la population syrienne (environ 22 millions d'habitants).

M. Sarkozy additionne sans doute aux 4 millions de réfugiés les 7 millions de déplacés à l'intérieur des frontières syriennes, mais leur situation est différente : ce sont des habitants des régions touchées par la guerre qui fuient vers d'autres parties du pays et non vers l'étranger.

Sur les 4 millions de réfugiés, on estime qu'1 million sont actuellement en Turquie. Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU, l'Europe a connu 264 000 demandes d'asile en 2015, chiffre en hausse de 24 % en un an.

La France, quant à elle, héberge environ 10 000 réfugiés et s'est engagée à en accueillir 24 000. Bien loin des « millions » évoqués par l'ancien chef de l'Etat.

4. « J'ai imposé les quotas dans les grandes écoles, notamment à Sciences Po, de jeunes venant de lycées de banlieues pour leur donner leur chance. »

Pas vraiment

Assurant avoir œuvré pour la diversité dans les grandes écoles pendant qu'il était président, Nicolas Sarkozy a soutenu qu'il avait mis en place un système de quotas pour des jeunes venant de lycées

de banlieues à Sciences Po Paris. Or ce système [a été mis en place... en septembre 2001](#). L'Institut d'études politiques a en effet permis, à partir de cette rentrée-là, à une vingtaine d'élèves boursiers venant de lycées en zones d'éducation prioritaires (ZEP) d'être admis sur dossier et entretien plutôt que sur concours comme le reste des étudiants. Quand il était à l'Élysée, Nicolas Sarkozy [a toutefois souhaité renforcer cette politique](#) en fixant un objectif de 30 % d'élèves boursiers dans les grandes écoles.

5. Sur le mariage gay : « Je m'étais mal exprimé et j'ai voulu corriger mon ambiguïté. (...) On ne peut pas m'accuser d'opportunisme. » (...) « Démarier les homosexuels, ce serait dangereux et injuste. »

Pourquoi on peut tout de même l'accuser d'opportunisme

Sur le sujet de l'union homosexuelle, M. Sarkozy aura décidément beaucoup changé. Comme [le résumait Libération](#) :

- En 2007, il promettait une union civile, juridiquement supérieure au pacs et effectuée en mairie, « *avant la fin de 2007* ». La promesse ne sera pas tenue.
- Cinq ans plus tard, il ne la remet pas dans son programme, évoquant les problèmes d'inconstitutionnalité qu'elle poserait, et évoque un « *pacs en mairie* » alors qu'il est délivré par un tribunal d'instance ou un notaire.
- Deux ans plus tard, en novembre 2014, après la mise en place du mariage entre personnes de même sexe, pour s'assurer du soutien des militants de la Manif pour tous, représentés au sein des Républicains dans le courant Sens commun, il se prononce pour l'abrogation de la loi Taubira.

« Si vous préférez qu'on dise [qu'il faut] abroger la loi Taubira pour en faire une autre... En français, ça veut dire la même chose... Ça aboutit au même résultat. Mais enfin, si ça vous fait plaisir, franchement, ça [ne] coûte pas très cher. »

Mais il propose à la place une union civile – solution qu'il jugeait deux ans plus tôt juridiquement impossible – et même « *un mariage pour les homos et un mariage pour les hétéros* ». Il explique alors qu'il n'avait pas pu tenir sa promesse de 2007 « *en raison de la crise* ».

Moins de deux ans plus tard, M. Sarkozy a donc de nouveau changé d'avis et finalement abandonné l'idée d'abrogation du mariage homosexuel.

6. « Quand on n'a pas un salaire, un logement pour faire vivre sa famille, on ne peut pas la faire venir. »

C'est déjà le cas

Questionné sur l'accueil des migrants, M. Sarkozy déroule un discours de fermeté et évoque notamment le regroupement familial en semblant ignorer les règles actuellement en vigueur.

Il est en réalité [déjà obligatoire de justifier d'un logement et d'un revenu](#) (les prestations et allocations sociales étant exclues du barème) pour pouvoir faire venir ses proches, selon un barème précis – au moins 1 145 euros par mois.

Les conditions de logement sont également très précises : il faut disposer de 22 à 28 m² au minimum, selon la zone géographique et le nombre de membres de la famille.

7. « Les cigarettes restent en vente mais au prétexte qu'on ne met pas de marque, on va moins vendre ? C'est une plaisanterie (...) Ça peut tuer, les voitures. Je propose à M^{me} Touraine de supprimer les marques des voitures. »

Même s'il ne s'agit pas de vérification factuelle, nous ne pouvons pas ne pas mentionner ce passage, qui a eu un certain écho. M. Sarkozy effectuée, on l'aura bien compris, une comparaison absurde : la voiture n'est évidemment pas un produit dont l'usage suffit à provoquer chez son usager cancers et maladies diverses et variées, contrairement à la cigarette. Il avait, quelques jours plus tôt, tenté la même boutade... avec des camemberts.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/02/05/sarkozy-sur-france-2-des-paroles-et-des-approximations_4860300_4355770.html#75hFYgVQgWKwvVc1.99